

Frouville, Antoine Robert, Mr, Acad, Political Economy, France : *La construction économique des Etats modernes en Europe* [A4]

Attention : les notes sont indiquées par des chiffres entre () et sont placées à la fin du texte

INTRODUCTION.

Qui sont les acteurs de la vie économique ? A l'évidence, l'Etat en est un d'importance. Posons donc la question des origines de l'Etat moderne et de sa fonction.

La période qui va du XVIe au XVIIIe siècle en Europe de l'Ouest coïncida avec le développement d'un capitalisme pré-industriel et avec la construction d'Etats de plus en plus puissants et centralisés, sous l'égide de monarchies absolues, protectionnistes et interventionnistes. Les fondateurs de l'Economie Politique étaient au service de ces souverains. Ils tentaient de répondre à des questions pratiques, et partielles, concernant le commerce, la monnaie, les prix, l'emploi, la fiscalité et autres, sans jamais tenter de construire un système d'analyse globale. A. Smith inventa la notion de doctrine mercantiliste pour déconsidérer ses prédécesseurs en Economie Politique. Une telle doctrine n'a jamais vraiment existé.

Selon E. Heckscher, l'Etat est à la fois sujet et objet de la politique économique mercantiliste. Il cite Gustav Schmoller (de *Das Merkantil system*, 1884) qui parle "d'une reconstruction totale de la société et de son organisation, de l'Etat et de ses institutions, grâce à la substitution de l'économie politique locale et provinciale, par celle de l'Etat et de la nation". Quelle en fut la nécessité? C'est cette question partielle, et non pas celle de l'Etat en soi, qui va nous intéresser.

Les premiers Etats nationaux, leurs compagnies de commerce international, protégées par des armées, marines et douanes, furent les facteurs indispensables de la réussite économique des pays de l'Europe de l'Ouest.

Il est vrai qu'à partir des analyses partielles d'auteurs mercantilistes, il est possible, à posteriori, de reconstruire un système d'analyse globale. Peu d'économistes s'y sont intéressés. Citons Elie Heckscher(1), Joseph A. Schumpeter(2), J. M. Keynes qui en proposa un court modèle littéraire(3), et plus modestement, Henri Denis(4).

Ière PARTIE : LES PRATIQUES MERCANTILISTES SONT-ELLES PERIMEES ?

Ce n'est pas sûr. Leurs objectifs étaient: I - La recherche prioritaire de la puissance politique. II - Le commerce international, comme source d'enrichissement? . III - Construire l'Etat.

I - L'économie au service de la puissance politique.

L'Etat a-t-il inventé le capitalisme, ou le capitalisme a-t-il inventé l'Etat? F. Braudel pose la question et refuse de trancher. Comment l'Etat pourrait-il dominer l'économie? Joseph Schumpeter est libéral quand il explique l'agressivité des Etats naissants par la persistance de la domination aristocratique(5) :

“L'objectif incontesté de la politique était la richesse et la puissance de l'Etat; celui de la politique économique était d'obtenir – pour les dépenses de la Cour et de l'armée – le maximum de revenu public; celui de la politique étrangère était la conquête.”... “De même, si nous désirons les comprendre, nous ne devons jamais oublier qu'à peu près tous ces auteurs écrivaient avec des arrière-pensées de guerre et de conquête.” ... “Le système économique qui en résulta fut un système d'économie planifiée; et planifiée essentiellement en vue de la guerre”. L'analyse de Heckscher n'est pas très différente et il tente de déterminer l'essence de ce système de puissance : “Il est naturel de considérer le mercantilisme comme le système économique du nationalisme.” Il répond à une objection possible: “L'objectif de puissance est-il conçu comme un but en soi, ou bien comme un moyen pour obtenir autre chose, le bien-être national, par exemple? Les auteurs mercantilistes, en majorité, conçoivent leur doctrine comme un moyen pour imposer une politique économique mise au service de la puissance (8)”. Il s'agit de se renforcer en affaiblissant ses rivaux.

Seule l'Histoire nous permet de comprendre pourquoi le commerce international s'est trouvé au centre des politiques de puissance des Etats européens.

II - Le commerce international, moyen de la puissance politique.

Le redémarrage du commerce s'effectue en Occident grâce à l'échange international et porte sur les produits de luxe(9). C'est d'abord une affaire d'Etat.

(a) Les circuits du commerce international en Europe du XIe au XVIIIe siècle.

Les aristocraties barbares de l'Ouest européen, vikings, normands, francs, germains, ont découvert les splendeurs de l'Orient (soieries, parfums, laques et porcelaines, épices) grâce aux croisades, qui sont vite

devenues des guerres commerciales. Le commerce des produits de luxe devient l'activité rentable par excellence. En 1453, la prise de Constantinople par l'empire Turc interdit la Méditerranée et les Indes aux commerçants européens. Les monarchies du Portugal et d'Espagne, financées par des capitaux génois, ont recherché de nouvelles voies vers les Indes, soit en contournant l'Afrique (Vasco da Gama), soit en s'aventurant vers l'Ouest, suivant Christophe Colomb. L'afflux des métaux précieux, argent et or, des mines américaines en résulta. "Mais tout l'or et l'argent raflés aux Amériques vont s'enterrer dans cet Orient fabuleux(10)"... "Pour acquérir du blé de la Baltique et des épices (textiles, colorants, sucre, café, thé, condiments) des Indes, l'Angleterre dut pressurer son commerce colonial pour en extraire des métaux précieux (11)." En fait, pour tous les Etats européens, le commerce avec les Indes entraînait des "fuites" permanentes des métaux précieux qui étaient la liquidité internationale, par excellence.

L'objectif premier du grand commerce européen fut d'acquérir des biens de luxe en Asie pour les écouler en Europe. Les pays européens devaient se payer ces biens entre eux, en métaux précieux. Les rivalités commerciales sont internes à l'Europe. Au XVIIIème siècle, les plantations coloniales vont fournir à l'Europe de nouvelles marchandises rentables: sucre, tabac, coton. Elles entraînèrent dans leur sillage un autre commerce rentable, celui des esclaves.

Un deuxième circuit commercial concernait les pays hanséatiques d'Europe du Nord et, plus tard, l'Amérique, qui fournissaient aux autres pays des biens de première nécessité (céréales, bois, morues, huile, fourrures...) qui devaient aussi être réglés en métaux précieux. Ceux-ci étaient donc désirables. Comment les acquérir ? La question devenait cruciale avec l'expansion commerciale. L'économie politique naissait donc tout à fait à la marge des systèmes d'autosubsistance agricoles.

(b) - La thèse du nécessaire excédent de la balance commerciale.

Le commerce ouest-européen étant structurellement déficitaire en métaux précieux à l'égard de l'Asie, et même à l'égard de l'Europe du Nord, se devait d'être structurellement excédentaire à l'égard de l'Espagne, du Portugal et de leurs colonies. L'enrichissement commercial de certains pays n'était possible que grâce aux déficits d'autres pays européens. Les marchands et les Etats s'enrichissaient par prélèvement sur les autres classes sociales ou sur d'autres nations voisines.

Le mercantilisme fut donc un système d'accumulation du capital-argent, interne à l'Europe. Il ne s'agissait pas de thésauriser les métaux précieux, mais de les transformer en signes monétaires, vecteurs de la monétarisation et de la fiscalisation des systèmes économiques.

(c) - L'enrichissement des nations et l'obsession des métaux précieux

L'obsession des auteurs mercantilistes pour les métaux précieux est évidente. On le vérifie avec le catalogue de titres proposé par H.Denis(12). Les mines d'Amérique du Sud excitent les convoitises. Les métaux précieux sont désirés pour être transformés en monnaie. La circulation monétaire doit être abondante pour enrichir les marchands, et les Etats qui perçoivent des impôts croissants. Le commerce avec l'Asie appauvrit monétairement l'Europe, mais enrichit ses marchands.

(d) - Le commerce mercantiliste, source d'antagonismes entre les nations. Les mercantilistes de tous les pays partageaient du principe simple que les intérêts économiques des Etats-nations étaient antagoniques. Le commerce international est assimilé à un jeu à somme nulle. Le stock mondial des richesses à partager (qu'il s'agisse de marchandises réelles ou des métaux précieux) n'augmentant que lentement, la part d'une nation ne pouvait augmenter que si la part d'une ou de plusieurs autres nations diminuait. Le rôle de l'Etat étant d'assurer l'enrichissement et l'expansion territoriale du royaume, les nations se retrouvaient fatalement en situation de rivalités commerciales et guerrières. Le commerce international était à la fois la cause des conflits militaires et le moyen principal de financement de ces mêmes conflits.

Cette conception est résumée dans la citation suivante, attribuée à Colbert : "Le commerce est une guerre entre les entreprises et les industries de toutes les nations. Elle est conduite par 20000 navires.». Ce point de vue est partagé par John Locke, philosophe fondateur des "Lumières", nous dit Heckscher. Montchrétien affirme "Nul ne gagne si un autre perd". Le commerce est cause de conflits perpétuels selon Richelieu ou Josiah Child, "New discourse on trade (1698)". L'objectif des "politiques de puissance" des Etats est non seulement d'enrichir la nation, mais aussi d'appauvrir ou d'abaisser les nations rivales(13).

Le secret de la puissance ne se trouvait pas dans la conservation des métaux précieux, mais dans la construction d'un Etat efficace, capable de défendre ses marchands.

III - Les missions de l'Etat mercantiliste.

Nous pouvons identifier la mission principale de l'Etat, à partir des paragraphes précédents. Il tentera de monopoliser la plus large part du commerce mondial. Il devra protéger les expéditions lointaines de ses

marchands, source d'enrichissement. La défense étant prioritaire, son coût importe peu. L'Etat a besoin de ressources qu'il obtient soit par l'impôt, soit par l'emprunt. Il doit inventer la fiscalité, les douanes, l'Administration et la monnaie. Les prélèvements publics et l'accumulation privée suscitent des révoltes qu'il faut réprimer; la monopolisation de la violence étatique sera légitimée comme "raison d'Etat". Ces contours nécessaires de l'Etat moderne seront adoptés par toutes les nations européennes.

(a) – Puissance militaire et puissance économique vont de pair.

La force militaire est indispensable pour protéger les expéditions commerciales, les comptoirs et les routes maritimes, les conquêtes coloniales et leurs productions rentables. A la longue, la meilleure marine donne un avantage décisif à son pays d'origine. Le bon ministre mercantiliste est donc celui qui propose les meilleures techniques pour augmenter les recettes fiscales et gérer la dette publique.

(b) - La question démographique.

Les mercantilistes sont favorables à l'augmentation de la population dans leur pays. Cette opinion fait l'objet d'un accord général chez les auteurs de la période.

“Une population nombreuse et croissante représentait la principale cause de richesse; elle était la richesse elle-même – c'est-à-dire le plus grand avantage dont puisse bénéficier une nation... Aux chefs de file des bataillons populationnistes (en Angleterre), comme Child, Petty, Barbon ou Davenant, s'est jointe presque toute la troupe(14)”... La multiplication des bras est jugée indispensable. En France, Colbert édicte des mesures énergiques, quasi-dictatoriales pour encourager la croissance de la population.

Tous les auteurs et administrateurs ont l'oisiveté en horreur. Henri Denis nous propose une explication partielle, mais il cite de nombreuses sources. (15) : “Une main-d'œuvre abondante favorise le développement de l'industrie et du commerce d'exportation." En France, Barthélémy Laffemas (sous Henri IV) et Colbert ont pris des mesures pour encourager le travail des enfants.”

IV – La construction des Etats nationaux.

Pour Heckscher, le mercantilisme est d'abord un agent de la consolidation des Etats nationaux souverains. Dans son premier tome, il consacre plus de quatre cents pages à l'étude détaillée de la construction administrative des Etats européens en s'appuyant sur des sources d'archives et de correspondances. L'Etat d'origine est celui de Rome. Dans l'Europe médiévale, le pouvoir de l'Etat est remis en cause par deux tendances opposées : l'universalisme et les particularismes..

L'Universalisme est celui de l'Eglise catholique romaine, le seul pouvoir, spirituel et temporel, qui subsiste après la chute de l'empire romain. L'Europe chrétienne se caractérise par l'unité des croyances, des rites et des pratiques.

Les particularismes se développent comme conséquences de l'effondrement de l'Etat central de Rome. Les deux nouvelles formes de pouvoirs décentralisés sont la noblesse féodale et les villes bourgeoises. Ils sont favorisés par des facteurs naturels, tel l'enclavement géographique des provinces, les difficultés de transport qui sont considérables. L'insécurité généralisée pousse à des regroupements locaux ou régionaux, au profit évidemment de la caste des “guerriers”. Les villes deviennent des centres d'activités productives et marchandes. Elles sont suffisamment fortes militairement pour résister à la noblesse féodale. Mais elles se constituent sur la base de franchises, de privilèges et de protectionnismes nombreux, s'efforçant de favoriser ses citoyens. L'anarchie fiscale se développe. Une multiplicité de taxes et de péages sur les transports, en particuliers fluviaux, sur les équipements (ponts, ports, moulins etc.) sont perçus à la fois par la noblesse et par les villes.

L'unification économique précoce en Angleterre, puis en France.

Si on se réfère aux textes légaux (édits, règlements etc.), les stratégies d'unification économique et politique sont similaires en France et en Angleterre. En particulier, l'unification monétaire a été réalisée précocement dans les deux pays, dès le XIIIe siècle. Mais les parcours seront différents.

Le modèle de référence est celui des Villes-Etats qui ont exercé une hégémonie commerciale, au départ en Europe: Venise, puis Gênes et Anvers au XVIe siècle, Amsterdam au XVIIe siècle.

L'avantage décisif de Londres sera celui des coûts de transport, nettement plus faibles par voies maritimes et fluviales que par voies terrestres. Ainsi, en Angleterre, le marché intérieur sera unifié dès avant la guerre de cent ans et Londres pourra jouer pleinement son rôle de métropole commerciale et financière. L'Etat centralisé, avec l'unité douanière et fiscale, y fonctionne de manière efficace dès le XVIIe siècle.

En France, les pouvoirs de la “monarchie absolue” sont souvent plus apparents que réels. Sous Louis XIV, le royaume est loin d'être unifié, tant du point de vue politique, que fiscal et douanier. Il s'agit d'un vaste royaume terrien, hétérogène, où les communications internes sont coûteuses. La monarchie doit concéder son pouvoir fiscal à des "fermiers généraux", prédateurs privés.

Similitudes des politiques économiques françaises et anglaises. Elles se manifestent dans les domaines suivants, si nous ne retenons que les trois points principaux :

(a) – Les Règlements tarifaires de Colbert (1664) en France ont les mêmes objectifs que le Statut des Artisans sous Elisabeth I en Angleterre. Il s'agit d'unifier le système des impôts par la suppression des taxes et péages multiples et anarchiques, d'unifier le tarif douanier national, unifier le système des poids et mesures pour éviter les fraudes.

(b) – Dans les deux pays, les règlements économiques et industriels visent à contrôler les conditions de fonctionnement de la production non agricole: qualité des produits et des matériaux, poids et mesures, techniques et méthodes de production.

(c) - L'organisation des corporations : Les artisans s'organisent par métiers dès la fondation des villes. Très tôt, dès 1351 en France, l'Etat leur impose des statuts pour réguler leur fonctionnement. Il s'agit de définir les métiers et les niveaux de compétences, les modes d'organisation du travail, la rémunération du travail sur la base du "juste salaire" de la scolastique médiévale, et les règles de formation des apprentis.

Dans les deux pays, la règle générale est fondée sur l'obligation de travailler et l'interdiction de l'oisiveté.

(d) – Les manufactures deviendront, en apparence, la forme privilégiée de l'industrie en France. Pourquoi? Face à la nécessité d'exporter, les industries traditionnelles souffrent du manque de matières premières, en particulier de fer et de charbon. Et les réglementations mercantilistes sont un frein à l'innovation. L'octroi de nouveaux privilèges aux activités manufacturières et artistiques dans les industries du luxe permet de contourner le pouvoir des corporations.

IIème PARTIE : L'ANALYSE ECONOMIQUE DU MERCANTILISME

L'existence de l'Etat impliquerait une politique économique de l'Etat. Aucun auteur mercantiliste n'aura le temps de la définir théoriquement. Le libéralisme naissant, avec les Physiocrates et A.Smith, va disqualifier par principe toute intervention de l'Etat. La politique économique keynésienne n'aura droit de cité qu'avec la crise économique des années 1930.

Keynes, qui défend à la fois l'empire britannique et le progrès social ambitieux, est conscient de l'ambiguïté de l'héritage qu'il revendique : "Les mercantilistes ne se faisaient pas d'illusions sur le caractère nationaliste de leur politique et sa tendance à favoriser la guerre. C'étaient de leur propre aveu des avantages nationaux et une puissance relative qu'ils recherchaient. Mais, leur réalisme intellectuel est bien préférable aux idées confuses (16)", assimilées à "l'insuffisance des bases théoriques de la doctrine du laisser-faire, celui de Ricardo". Il ajoute: "Il y avait de la sagesse dans la préoccupation (mercantiliste) de maintenir un faible taux d'intérêt par les lois contre l'usure, par la défense du stock monétaire intérieur... et aussi dans leur promptitude en dernier ressort à dévaluer la monnaie de compte pour restaurer le stock monétaire chaque fois qu'un drainage irrésistible de monnaie vers l'étranger l'avait rendu sans crédit insuffisant. (17)".

1 – Le mercantilisme comme système protectionniste.

C'est E. Heckscher qui, le premier, tente de reconstruire une "théorie du mercantilisme" et d'en expliquer l'erreur protectionniste. Il en trouve l'origine dans les tentations hégémoniques des cités médiévales (18). Trois attitudes contradictoires y coexistent concernant les marchandises et les prix.

(a) – La Cité- Entrepôt : C'est une stratégie d'intermédiation marchande pratiquée historiquement par les plus grandes villes commerciales : les cités hanséatiques de Dantzig et Riga, Venise, Anvers Gênes, Marseille, Rouen, Amsterdam au XVIIe siècle. Londres transformera l'intégralité du territoire d'Angleterre en entrepôt commercial après les Actes de Navigation de 1651 et de 1660.

L'objectif est monopoliste. Les marchands de la cité achètent les produits du monde entier (au prix le plus bas possible), les entreposent et les revendent au monde entier (au prix le plus élevé possible. L'entrepôt devenant d'autant plus lucratif que les marchands de la cité parvenaient à se créer le plus grand nombre de monopoles possibles (à l'achat, à la vente, moyens de transport, information commerciale...), et parvenaient à maîtriser le phénomène temps, c'est-à-dire la durée d'entreposage entre l'achat et la vente, et donc à spéculer. Quand une position hégémonique est atteinte, les marchands de la cité pratiquent la discrimination et l'exclusion à l'égard des marchands étrangers. "Si la politique de l'entrepôt a handicapé ce qu'on appelle habituellement le progrès économique, c'est à travers son influence sur la vie économique en dehors de la cité... Il y a la volonté de nuire, d'affaiblir les rivaux par un système de protection à l'égard des marchands étrangers (19)".

(b) – La cité comme centre de consommation : Le but prioritaire est d'éviter les pénuries, surtout celles de produits stratégiques militaires, alimentaires ou industriels. L'idéal à atteindre est celui proposé par la science économique libérale la plus contemporaine : fournir aux consommateurs une abondance de marchandises utiles au prix les plus faibles.

(c) – La cité comme centre de production : Les exigences des consommateurs entrent en conflit avec les intérêts des producteurs de la cité quand les prix pratiqués atteignent un niveau trop faible pour garantir la survie économique de ces derniers. Heckscher, conscient de la réticence des producteurs face à la concurrence, en arrive à inventer des notions imprécises comme “la peur des marchandises ou la peur de l’abondance” pour décrire cette attitude. Il en attribue la cause à la monnaie : “La peur des marchandises a pour origine l’économie monétaire (20)”. “Le but de l’activité économique, l’acquisition des biens, était facilement discernable dans les conditions de l’économie naturelle. Mais alors apparut le système monétaire qui dressa le voile monétaire par dessus les interconnexions de l’échange... L’économie monétaire est devenue probablement la source la plus importante de fausses théories (21)”.

De nombreuses pages sont consacrées à décrire le développement historique du protectionnisme, entre le XI^e siècle, à Venise, et le XV^e siècle en Angleterre, en France et aux Pays-Bas(22).

2 – L’objectif mercantiliste de créations d’emplois.

Heckscher constate, sans en expliquer la raison, que l’objectif de création d’emplois est une véritable obsession, chez les mercantilistes (23). Il sert de justification au protectionnisme. Le chômage résulterait d’un surplus de marchandise. Donc, on imaginait que des créations d’emplois pouvaient résulter d’embargos sur les importations (24). A Florence en 1426, la prohibition d’importations est justifiée par l’argument de l’emploi. Il en va de même en Angleterre (législations de 1455 et 1483), et en France (décret de 1466 porte sur la création des soieries de Lyon).

Tous les principaux auteurs connus et cités arguent dans le même sens : A. de Montchrestien (1615), Nicolas Barbon (1690), Gérard Malynes (1695) et Johann Joachim Becher, mercantiliste allemand, Thomas Mun, John Law (1705). William Petty (1662) va plus loin : “Il vaudrait mieux brûler les produits du travail d’un millier d’hommes plutôt que de permettre à un millier d’hommes de perdre leurs compétences en restant inoccupées(25)”. En 1669, Josiah Child formule un premier Pacte Colonial : “Les colonies devraient être encouragées à procurer des emplois aux travailleurs de la mère-patrie, soit en achetant ses produits, soit en affrétant ses navires... Au contraire, ces colonies qui prennent les emplois des travailleurs de la mère-patrie devraient être découragées de toutes les manières possibles, ou forcées à occuper d’autres activités.”

Heckscher constate : “Les mercantilistes considéraient la production comme un but en soi. (26)”

3 – Le Mercantilisme comme système monétaire.

Heckscher nous rappelle que l’obsession pour les métaux précieux a pour origine la découverte par l’Espagne des mines d’argent du Mexique et du Pérou. Le commerce avec l’Espagne et ses colonies devint le principal objectif de la politique économique et l’une des principales forces motrices de l’expansion des peuples européens vers les autres parties du monde. “Parallèlement, les actes de pirateries sur les galions espagnols d’or et d’argent se multiplièrent (27)”. Prédation et commerce vont de pair. Leur objectif est d’abord un gain monétaire.

(a) C’est l’intérêt comptable de la nation qui est privilégiée.

“L’usage des forces productives dans le pays n’était pas considéré comme un élément de coût. Un certain Simon Clement (1695), sous l’influence de Locke, déclare explicitement qu’il ne compte pas comme dépense ce qui a été utilisé nationalement... Les auteurs mercantilistes, les uns après les autres, calculaient les profits du pays de manière que seul le prix d’achat des matières étrangères est comptabilisé comme dépense... (28).”

(b) La monétarisation de l’économie a des causes fiscales. Heckscher contredit Adam Smith : “L’accumulation d’un trésor d’Etat n’est pas l’explication fondamentale de la nécessité mercantiliste de l’excédent commercial... Au contraire, la monnaie considérée comme richesse universelle avait pour mission de circuler. L’hostilité était générale à l’égard de la thésaurisation monétaire, tant publique que privée... En Angleterre et en France, cela allait jusqu’à l’interdiction d’utiliser de la vaisselle en argent qui faisait disparaître les pièces de monnaie.” La préoccupation de favoriser une circulation monétaire abondante s’explique par la nécessité de renforcer l’Etat, en créant un système fiscal efficace : “Dès le XIII^e siècle, les princes sont obligés de collecter l’impôt sous forme monétaire, puisque leurs dettes sont aussi monétaires; mais il était difficile pour les paysans de payer en monnaie (29)”. Transformer le revenu réel des habitants en revenu monétaire est une des difficultés propre à la création de l’Etat. En Europe, et plus tard dans les colonies, ce sera la cause des plus violentes révoltes populaires.

4 – Abondance monétaire, Hausse des prix et de la production.

Les phénomènes inflationnistes sont vivement ressentis en Europe dans la deuxième moitié du XVI^e siècle. Les auteurs doivent tenter d’en expliquer l’origine. En 1568, Jean Bodin attribue la hausse des prix des denrées principalement à l’afflux des métaux précieux en Europe, en provenance des mines du nouveau monde. Cette explication “quantitativiste” de l’inflation sera largement partagée par ses contemporains. Heckscher cite John Hales (1581), Josiah Child (1606), Gerard Malynes (1601), Samuel Fortrey (1663), John Locke (1691) et même David Hume (1752).

Tous ces auteurs pratiquent avec constance ce que Heckscher appelle "l'évangile des prix élevés", qui favoriserait l'activité économique et l'emploi. Ainsi, "Gérard Malynes déclare qu'il vaut mieux payer cher les subsistances si en même temps on vend cher à l'étranger car les bénéfices des marchands seront plus élevés. En 1668, Josiah Child écrit : "Lorsque les approvisionnements sont chers, les gens sont riches, lorsqu'ils sont bon marché, les gens sont pauvres (30)".

Suivant l'exemple des villes italiennes, Mun, Child, Petty et Davenant voudront obtenir l'abondance monétaire grâce aux billets de banque, puis sous la forme de crédits réalisés par seuls jeux d'écriture. "John Law mettra ces idées en pratique sur une grande échelle. Ses arguments se trouvent dans ses "Considerations on Trade and Money" de 1705. (31)

5 – La Monnaie, capital, taux d'intérêt et taux de change monétaires.

"Pour les mercantilistes les plus perspicaces, la monnaie était un facteur de production, comme la terre, parfois considérée comme une richesse artificielle, par opposition à la richesse naturelle. L'intérêt sur le capital constitue le paiement d'un loyer de l'argent, semblable au loyer de la terre(32)"

Maintenir le taux de l'intérêt à un faible niveau, grâce à l'abondance monétaire, devenait dès lors une préoccupation majeure pour de nombreux auteurs tels G. Malynes, Edward Misselden, Josiah Child (1688), William Petty, et Charles Davenant (33).

Le commerce international impose aussi des réflexions sur les taux de change monétaires. Il s'agit d'éviter l'exportation à bas prix et l'importation à prix élevés, conséquence de la rareté monétaire (34) selon les mercantilistes. Comment comparer valablement les prix internationaux ? Dans un système à base de monnaie métallique, l'étalon monétaire possédait une "valeur intrinsèque", égale à son poids en métal précieux. L'accord était général sur ce principe qui restera en vigueur jusqu'en 1971.

III - UNE ANALYSE CRITIQUE DU MERCANTILISME ?

Nous avons pu constater que les textes mercantilistes visent à résoudre des problèmes pratiques qui sont de nature effectivement mercantiles. L'exemple-type en est l'Angleterre qui perfectionne des modèles italiens et néerlandais. La construction d'un Etat puissant, concentré, et efficace est nécessaire pour garantir la protection, économique et militaire, des intérêts commerciaux et coloniaux de la nation.

Il n'y a pas de commerce sans monnaie. La réflexion monétaire mercantiliste est très supérieure à celle des classiques. Le principe de neutralité de la monnaie de Say-Ricardo constitua une régression, qui reste encore nécessaire pour conforter et imposer la fiction libérale.

Il faudra attendre J. M. Keynes et sa "Théorie générale", pour que l'héritage mercantiliste soit repris. Nous ne devons pas sous-estimer cet apport keynésien, qui nous débarrasse du concept de monnaie-marchandise. Le pouvoir monétaire redevient symbolique et politique.

Néanmoins, E. Heckscher et J. M. Keynes, n'abordent pas le mercantilisme comme émergence d'un capitalisme marchand et financier à vocation hégémonique. Les historiens, F. Braudel(35) et I. Wallerstein (36), nous ont récemment proposé cette vision plus globale du mercantilisme.

1 - L'espace économique selon Fernand Braudel.

Cet auteur nous propose de distinguer trois niveaux d'analyse pour appréhender la vie économique: celui de la vie matérielle, celui du marché et celui de l'organisation capitaliste(37).

(a) L'économie de marché.

Sous ce vocable, F. Braudel désigne la production et les échanges quotidiens, les trafics locaux ou courants. De ces échanges sans surprises, transparents, dont chacun connaît à l'avance les tenants et aboutissants et dont on peut supputer à peu près les bénéfices toujours mesurés... La production, c'est la division du travail, et donc obligatoirement la condamnation des hommes à l'échange. (38) Le danger c'est de ne voir qu'elle, de la décrire avec un luxe de détails qui suggère une présence envahissante, insistante, alors qu'elle n'est qu'un fragment d'un vaste ensemble... "Pour Turgot, ou Ricardo, la circulation est bel et bien l'ensemble de la vie économique.(39)"

(b) Un espace de production de la vie matérielle, largement invisible.

Une zone d'opacité, souvent difficile à observer faute d'une documentation historique suffisante, s'étend au-dessous du marché; c'est l'activité élémentaire de base que l'on rencontre partout et qui est d'un volume tout simplement fantastique. Cette zone épaisse, au ras du sol, je l'ai appelée, faute de mieux, la vie matérielle ou la civilisation matérielle.... autre moitié informelle de l'activité économique, celle de l'autosuffisance, celle du troc des produits et des services dans un rayon très court. Sans s'en rendre compte, Braudel ouvre la voie à l'anthropologie économique, seule capable d'étudier le sous-espace ainsi défini.

(c) Le vrai capitalisme.

Braudel commence par indiquer qu'il n'existe pas de définition satisfaisante du terme "capitalisme". Il en propose donc la sienne. "Au-dessus de la vaste surface des marchés, se sont élevées des hiérarchies sociales actives; elles faussent l'échange à leur profit, bousculent l'ordre établi..."

Il existe, aujourd'hui comme hier, un univers à part où se loge un capitalisme d'exception, à mes yeux, le vrai capitalisme, toujours multinational, parent de celui des grandes Compagnies des Indes et des monopoles de toutes tailles, de droit et de fait, qui existaient jadis, analogues dans leurs principes aux monopoles d'aujourd'hui."

Ce capitalisme-là est financier et rentier (au sens de la rente absolue de Marx) dès l'origine. Il utilise des instruments de crédit sophistiqués, manipule les prix. Il invente la lettre de change, la banque, les sociétés d'assurances, les institutions boursières, la spéculation commerciale et financière, la couverture des risques monétaires. Les bourses de commerce sont très anciennes. Toutes les grandes villes, Venise, Florence, Lyon, Marseille, Anvers ou Londres, et toutes les grandes foires comme celles de Champagne, de Beaucaire en possèdent. C'est un lieu où les commerçants-grossistes se réunissent tous les jours pour traiter les contrats, compenser les crédits et s'informer. "La finance n'est-elle pas le sommet de cette évolution?" (40)

Et ce capitalisme marchand se développe, au départ, sur un substrat de sociétés concrètes qui fonctionnent essentiellement sur le principe de l'autosubsistance.

2 – Le grand commerce,

Charnière stratégique entre les producteurs et leurs débouchés, le grand commerce peut dominer la production et la consommation. Il maîtrise la formation des prix. (41). L'auteur examine de nombreux exemples historiques: (a) – Le second servage : Au XVIe siècle, L'Europe orientale est rejetée vers un destin colonial de producteur de matières premières (céréales, bois, bétail, vin, tabac, épices) au service du capitalisme d'Amsterdam ou d'ailleurs (42). (b) – Le commerce colonial : Le planteur colonial (sucre, café, indigo, coton, tabac...) ne roule pas sur l'or. "C'est de Séville, Cadix, Bordeaux, Nantes, Rouen, Amsterdam, Bristol, Liverpool, Londres que tout est télécommandé, (43)"

(c) - Esclavagisme et commerce triangulaire sont les sous-produits des plantations coloniales(44).

(d)--Commerce et Verlagssystem (Travail à domicile ou à façon) : "Le Verlagssystem est une organisation de la production dans laquelle le marchand est le donneur d'ordre de travail: il avance à l'artisan la matière première et une partie de son salaire, le reste étant payé à la remise du produit fini. Un tel système apparaît très tôt, probablement dès le XIIIe siècle (45) (e) – Le capitalisme marchand et les mines "Du jour où l'exploitation dut s'enfoncer profondément, elle posa des problèmes difficiles, plus financiers que techniques.... par la seule force de leurs capitaux, ils vont saisir les mines et les entreprises industrielles qui leur sont jointes... L'investissement en capital se traduit par de spectaculaires progrès de la production (46)." ... Les mauvaises affaires sont abandonnées à l'Etat, ou aux princes. Les marchands se maintiennent alors dans le rôle moins risqué de distributeurs de produits miniers ou métallurgiques. (47)" (f) – Manufactures et fabriques Braudel observe que les manufactures sont peu nombreuses, car peu rentables. Elles limitent leurs activités au stade final de la production, celui de l'assemblage (ou finissage). Cela permet au capitalisme marchand de jouer son rôle d'intermédiaire contrôlant l'amont et les débouchés en aval. Les matières premières à bas prix sont fournies par les producteurs ruraux: agriculteurs, artisans, travailleurs à domicile etc.

"C'est pour rompre ce cercle (des difficultés préindustrielles) que l'Etat mercantiliste intervient si souvent, qu'il finance et conduit une politique nationale d'industrialisation (48)." Le capitalisme national exige des barrières protectionnistes, en fait le monopole du marché national, pour investir ses ressources.

La Révolution industrielle apparaît avant tout comme une mutation du capital fixe, un capital dès lors plus coûteux, mais beaucoup plus durable et perfectionné, qui changera radicalement les taux de productivité. (49)"

3 - Notre conclusion provisoire sur le mercantilisme aura besoin d'être plus amplement vérifiée.

Le mercantilisme nous apparaît avant tout comme un système d'accumulation de capital-argent interne aux pays européens. L'objectif permanent du grand commerce mercantiliste a été de vendre des biens de luxe en Europe. Les marchands européens s'approvisionnaient d'abord en Asie, puis dans les colonies de plantations. Les métaux précieux, obtenus dans les mines des Amériques, ont accéléré le processus. La majeure partie de ces métaux a fui vers l'Asie, pour régler les achats des biens de luxe. Le reste a servi à la monétarisation des systèmes économiques, provoquant au passage des guerres civiles et religieuses, liées aux transferts de revenus entre classes et groupes sociaux.

Heckscher a bien vu que la monétarisation des systèmes économiques est un préalable indispensable à la création des Etats centralisés qui doivent percevoir des impôts croissants. L'Etat mercantiliste le plus efficace est celui qui crée le meilleur système de collecte l'impôt et de gestion de la dette publique. Les idées reçues ont la

vie dure, mais elles sont souvent fausses. Ainsi, le véritable Etat centralisé de manière efficace dès la fin du XVIIIe siècle est celui de l'Angleterre. La monarchie absolue à la française a bien du retard en la matière. Louis XVI et Napoléon seront vaincus par la finance anglaise.

Enfin, la dernière question est de savoir si cette accumulation de capital commercial, a financé la révolution industrielle ? Cette question ne nous semble pas la plus pertinente. Elle suppose, que la "réussite exemplaire", autre euphémisme, de l'Europe vient de sa révolution industrielle. Or, celle-ci ne serait rien sans l'organisation commerciale, financière et militaire capable de l'imposer au reste du monde. La création d'une telle organisation fut l'œuvre du mercantilisme d'Etat.

4 - L'impasse Adam Smith (50).

Le mouvement des Lumières a regroupé des générations de penseurs soucieux du progrès intellectuel et moral de l'humanité. Leur question principale était: comment vivre en société? Comment éliminer la violence dans les relations entre les hommes et entre les nations ? A. Smith se réclamait des "Lumières".

Le vrai paradoxe d'Adam Smith n'est pas celui de la main invisible. Il est dans le fait que la bourgeoisie mercantile, qu'il a dénoncée si violemment, s'est emparée avec un instinct sûr de son apologie de l'égoïsme individuel, supposée générer l'harmonie sociale, et a jeté à la poubelle ses préoccupations morales. Les économistes ne lisent surtout pas la "Théorie des sentiments moraux" de Smith.

C'est à partir du paradoxe de Smith que s'est créée la fiction du libéralisme économique, à l'abri de laquelle la bourgeoisie mercantile a pu continuer ses conquêtes pendant plus de deux siècles, laissant aux économistes le soin de célébrer la concurrence. Cela ne ferait pas de mal à une mouche ? Voir! Les guerres mercantilistes du XXème siècle ont été des "potlatch" de destructions massives fondées sur la démesure, jusqu'aux bombes nucléaires de 1945, dont la justification était mensongère. De quoi demain sera-t-il fait ?

NOTES.

- (1) - Elie F. Heckscher 1931 – Mercantilism, Ed. George Allen & Unwin Ltd. Tomes I & II, London. (2) - J. A. Schumpeter. 1983 - Histoire de l'Analyse économique, tome I, Ed. Gallimard .
- (3) - J. M. Keynes. 1936 – “Notes sur le mercantilisme”, dans une postface à la Théorie Générale – Ed. Payot, pages 329-365
- (4) – Henri Denis – Histoire de la pensée économique, Ed. PUF/Quadrige.
- (5) - Joseph A. Schumpeter – op. cit. tome 1, pages 205 à 210.
- (7) - E. Heckscher – Mercantilism, tome II page 13.
- (8) - Joseph A. Schumpeter – Histoire de l'analyse économique, tome I, op. cit., p. 204.
- (9) - Serge Latouche. 2005, L'invention de l'économie, Ed. Albin Michel, Paris. Le chapitre 9, Le luxe guillotiné.
- (10) - Serge Latouche, Ibid. p.
- (11) – Mark Blaug. 1998 - La pensée économique: origine et développement, Economica, chap.1.
- (12) – Henri Denis – Histoire de la pensée économique, Ed. PUF/Quadrige, page 105
- (13) - E. Heckscher, Ibid. Tome 2, page 22.
- (14) – Joseph A. Schumpeter – Ibid. page 354.
- (15) - H. Denis, ibid. p. 114
- (16) – J. M. Keynes – “Notes sur le mercantilisme”, op. cit., pages 329-365.
- (17) - J. M. Keynes – op. cit., p. 336.
- (18) – E. Heckscher, - Ibid. tome 2, p. 56.
- (19) – Ibid. pages 72-75.
- (20) – Ibid. page 103.
- (21) – Heckscher, Ibid. page 104.
- (22) – Ibid. pages 138-145.
- (23) - Ibid. page 113-130.
- (24) – Ibid. page 121.
- (25) – Ibid. pages 127-129.
- (26) – Heckscher, Ibid. page 129.
- (27) – Ibid. page 175.
- (28) – Ibid. page 193.
- (29) – Ibid. page 214-215.
- (30) – Henri Denis, Ibid. page 117.
- (31) – Heckscher, Ibid. page 235

- (32) – Heckscher, Ibid. page 200.
- (33) – Heckscher, Ibid. page 200.
- (34) – Heckscher, Ibid. page 239.
- (35) - F. Braudel. 1979 – Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle, 3 tomes, Ed Armand Colin (Livre de poche).
- (36) - I. Wallerstein. 1980 – Capitalisme et Economie-monde, Tomes 1 & 2, Ed. Flammarion.
- (37) - F.Braudel – op. cit., – tome 2, Avant-propos.
- (38) - Ibid. page 14.
- (39) - Ibid. page 49.
- (40) - Ibid. page 442.
- (41) - Ibid. page 393.
- (42) - Ibid. page 316.
- (43) - Ibid. page 318.
- (44) - Jean Meyer. 1996 - L' Europe et la conquête du monde, XVI – XVIIe siècle, Ed. A. Colin,p. 192.
- (45) - Ibid. page 372.
- (46) - Ibid . page 378-379.
- (47) - Ibid. page 381.
- (48) - Ibid. page 391.
- (49) - Ibid. page 287.
- (50) - J-Claude Michéa. 2002 - Impasse Adam Smith, Ed. Climats.